

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 4 juin 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, permis de lotir et certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué", a donné le 9 juin 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 juni 1993 door de Minister Voorzitter van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "tot bepaling van de publiekrechtelijke rechtspersonen voor wie de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten worden afgegeven door de gemachtigde ambtenaar", heeft op 9 juni 1993 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours, doit être spécialement motivée.

En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"Considérant que la liste des personnes de droit public, visée par l'arrêté royal du 22 juin 1971, modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1985 pour ce qui concerne la Région bruxelloise, est obsolète;

Considérant qu'en vertu des articles 15, 16 et 17 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, les demandes de permis et de certificats d'environnement introduites par les personnes de droit public, dont la liste est établie par l'Exécutif (le Gouvernement), ou relatives à des installations d'utilité publique bénéficient d'une procédure particulière, semblable à celle prévue par les articles 139 à 143 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Considérant que l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement entre en vigueur le 1er juillet 1993 et que dès lors l'arrêté déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis et certificats d'environnement sont délivrés par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement doit impérativement entrer en vigueur pour cette date;

Considérant qu'il est de bonne administration de désigner les mêmes personnes de droit public qui bénéficieront de cette procédure particulière d'instruction des demandes de permis et de certificats tant pour l'urbanisme que pour l'environnement;"

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

Observation générale.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale entend, par l'arrêté en projet, exécuter l'article 139 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme en déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis d'urbanisme, les permis de lotir et les certificats d'urbanisme sont délivrés par le fonctionnaire délégué.

Bien que l'habilitation conférée au Gouvernement régional soit extrêmement large, elle ne peut, eu égard notamment au principe d'égalité inscrit à l'article 6 de la Constitution, dispenser le Gouvernement régional de fonder l'énumération qu'il donne sur des critères objectifs.

A cet égard, sans avoir eu l'opportunité de se livrer, dans le bref délai qui lui a été imparti, à un inventaire complet des personnes de droit public qui ont été écartées du champ d'application de l'énumération contenue dans l'arrêté en projet, le Conseil d'Etat relève, notamment, que certaines personnes de droit public n'ont pas, pour des raisons qu'il n'aperçoit pas, été reprises dans l'énumération. Il en est ainsi spécialement des organismes d'intérêt public classés en catégories B, C ou D par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, dont seuls certains sont énumérés.

.../...

Il appartiendra au Gouvernement régional de s'assurer que l'énumération qu'il fournit a été établie sur la base de choix effectués au départ de critères objectifs et pertinents.

Examen du texte.

Intitulé et proposant.

1. Dans l'intitulé et le proposant, on écrira, non pas "Exécutif", mais "Gouvernement" pour tenir compte de la révision constitutionnelle du 5 mai 1993.

La même observation vaut pour l'article 3 et pour la formule exécutoire.

2. Comme le Conseil d'Etat l'a, à de nombreuses reprises, rappelé, les secrétaires d'Etat ne font pas partie du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Il y a donc lieu d'omettre, dans le proposant, les mots "et du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président" et, dans la signature, les mots "Le Secrétaire d'Etat R. HOTYAT".

Dispositif.

Article 1er.

1. Au 1^o, il faut écrire, dans le texte français "... la Commission communautaire flamande ..." et, dans le texte néerlandais "... de Franse Gemeenschapscommissie ...".

In fine, la loi du 8 juillet 1976 doit être citée avec son intitulé : "... organique des centres publics d'aide sociale".

2. Le 3° vise les entreprises publiques autonomes régies par la loi du 21 mars 1991, "dans la mesure où elles exercent une mission de service public".

Selon le délégué du Gouvernement, cette appréciation doit se faire cas par cas. L'intention est de soumettre ces entreprises au régime des personnes de droit privé si elles effectuent des opérations de promotion immobilière dans un but lucratif.

Le système adopté par les auteurs du projet, s'il est théoriquement correct, risque cependant de conduire à des difficultés pratiques inextricables, compte tenu du fait que des mêmes biens immobiliers peuvent, à la fois, servir à des activités de service public et à d'autres activités.

3. Il serait souhaitable de consacrer un 5° à la "Donation royale" et d'adapter en conséquence la numérotation.

.../...

4. Au 5º devenant 6º, il faut écrire :

"... par celle-ci, la Société régionale du Port de Bruxelles, la ...".

5. Dans le texte néerlandais du 8º, devenant 9º, il y a lieu de remplacer les mots "V.V.M. afgekort" par les mots "afgekort als V.V.M.".

Article 2.

On remplacera les mots "modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1985" par les mots "modifié par l'arrêté royal du 9 septembre 1985".

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden.

In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"Considérant que la liste des personnes de droit public, visée par l'arrêté royal du 22 juin 1971, modifié par l'arrêté royal du 9 novembre 1985 pour ce qui concerne la Région bruxelloise, est obsolète;

Considérant qu'en vertu des articles 15, 16 et 17 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, les demandes de permis et de certificats d'environnement introduites par les personnes de droit public, dont la liste est établie par l'Exécutif (le Gouvernement), ou relatives à des installations d'utilité publique bénéficient d'une procédure particulière, semblable à celle prévue par les articles 139 à 143 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Considérant que l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement entre en vigueur le 1er juillet 1993 et que dès lors l'arrêté déterminant les personnes de droit public pour lesquelles les permis et certificats d'environnement sont délivrés par l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement doit impérativement entrer en vigueur pour cette date;

.../...

Considérant qu'il est de bonne administration de désigner les mêmes personnes de droit public qui bénéficieront de cette procédure particulière d'instruction des demandes de permis et de certificats tant pour l'urbanisme que pour l'environnement;".

*

Binnen de korte tijd die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking.

De Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wil met het ontworpen besluit artikel 139 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw ten uitvoer leggen door vast te stellen voor welke publiekrechtelijke rechtspersonen de stedenbouwkundige vergunningen, de verkavelingsvergunningen en de stedenbouwkundige attesten door de gemachtigde ambtenaar worden afgegeven.

Ofschoon de machtiging die verleend is aan de gewestregering uiterst ruim is, kan zij, gelet op inzonderheid het gelijkheidsbeginsel dat neergelegd is in artikel 6 van de Grondwet, de Gewestregering er niet van vrijstellen de opsomming die zij geeft te gronden op objectieve criteria.

In dat opzicht doet de Raad van State, zonder de gelegenheid te hebben gehad, binnen de korte termijn die hem

.../...

is toegemeten, een volledige inventaris op te maken van de publiekrechtelijke rechtspersonen die buiten de werkingssfeer van de in het ontworpen besluit gemaakte opsomming gehouden zijn, inzonderheid opmerken dat sommige publiekrechtelijke rechtspersonen om redenen die de Raad niet duidelijk zijn, niet in de opsomming zijn opgenomen. Dat geldt in het bijzonder voor de instellingen van openbaar nut, ingedeeld bij de categorieën B, C of D bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, waarvan slechts enkele worden opsomd.

Het is zaak van de Gewestregering na te gaan of de opsomming die zij geeft, gemaakt is op basis van keuzes die steunen op objectieve en relevante criteria.

Onderzoek van de tekst.

Opschrift en voordrachtformulier.

1. In het opschrift en het voordrachtformulier dient het woord "Executieve" vervangen te worden door het woord "Regering" in overeenstemming met de grondwetsherziening van 5 mei 1993.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3 en voor het uitvoeringsformulier.

.../...

2. Zoals de Raad van State reeds vaak in herinnering heeft gebracht, maken de Staatssecretarissen geen deel uit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. In het voordrachtformulier dienen de woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" en in de ondertekening de woorden "De Staatssecretaris R. HOTYAT" dus te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. In 1º schrijve men in de Franse tekst "... la Commission communautaire flamande ..." en in de Nederlandse tekst "... de Franse Gemeenschapscommissie ...".

Aan het slot moet de wet van 8 juli 1976 genoemd worden met het opschrift ervan : "... van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

2. In 3º wordt verwezen naar de autonome overheidsbedrijven die vallen onder de toepassing van de wet van 21 maart 1991, "voor zover zij een overheidsopdracht vervullen".

Volgens de gemachtigde van de Regering moet elk geval afzonderlijk worden beoordeeld. De bedoeling bestaat erin deze bedrijven te onderwerpen aan het stelsel van

.../...

privaatrechtelijke personen wanneer zij verrichtingen inzake projectontwikkeling doen met winstoogmerk.

Het stelsel dat de stellers van het ontwerp hebben aangenomen is weliswaar theoretisch correct, maar loopt het gevaar te leiden tot uiterst ingewikkelde praktische moeilijkheden, aangezien dezelfde onroerende goederen tegelijkertijd kunnen dienen voor werkzaamheden van openbare diensten en voor andere werkzaamheden.

3. Het zou wenselijk zijn een indeling 5° te wijden aan de "Koninklijke Schenking" en de nummering dienovereenkomstig aan te passen.

4. In 5°, dat 6° wordt, schrijve men :

"... de door haar erkende maatschappijen, de Gewestelijke vennootschap van de Haven van Brussel, de ...".

5. In 8°, dat 9° wordt, dienen de woorden "V.V.M. afgekort" vervangen te worden door de woorden "afgekort als V.V.M.".

Artikel 2.

De woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 november 1985" dienen vervangen te worden door de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 september 1985".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.